



Publié le : 10/01/2026 -

France: manifestation des médecins libéraux pour dénoncer des mesures du budget de la Sécurité sociale

En France, plusieurs milliers de médecins libéraux ont défilé à Paris, samedi 10 janvier, entre le Panthéon et les Invalides pour faire entendre leur colère. En grève depuis le début de la semaine, ils dénoncent notamment les mesures comprises dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale adopté le mois dernier. Mesures qui, selon eux, portent atteinte au bon exercice de la médecine libérale.

À [Paris](#), les blouses blanches se sont donné rendez-vous devant le Panthéon ce samedi 10 janvier. Leur cible ? Le [projet de loi de financement de la Sécurité sociale](#), adopté mi-décembre. Pierre Haman, chef de service au CHU du Kremlin-Bicêtre, souhaite une restructuration en profondeur du système de [santé](#) : « *La revendication principale est de se dire qu'il faut travailler sur le système de soins et permettre que cette belle Sécurité sociale qu'on avait avant retrouve un nouveau souffle. Parce qu'actuellement, pour nous, elle est un peu morte.* » Un peu plus haut dans le cortège, Julie, néphrologue libérale, regrette que le gouvernement ait ciblé les dépassements d'honoraires : « *Le trou de la Sécurité sociale, il n'est pas dans la rémunération des honoraires, il est à d'autres endroits. Si le gouvernement nous le demande, s'il travaille avec nous, on pourra l'aider à combler le trou* ».

Les arrêts de travail et les déserts médicaux

Autre point de la loi critiqué par les manifestants : la limitation des arrêts de travail à un mois pour une première prescription, mesure qui remet en question l'autonomie des médecins, selon les manifestants.

Parmi eux se trouve Geneviève, médecin généraliste en région parisienne. Elle voudrait aussi que l'État agisse davantage contre les déserts médicaux : « *Ils ne se rendent absolument pas compte que refuser des patients, c'est un crève-cœur. Mais si j'en prends plus, je me tire une balle* ».

Selon un rapport du Sénat, près d'un Français sur trois vit dans une zone où il est difficile d'accéder aux soins.

Les syndicats ont, de leur côté, refusé de rencontrer la ministre de la Santé cette semaine et demandent à être reçus par le Premier ministre Sébastien Lecornu.